

### CHRONIQUE

**Occupation du domaine public et concurrence**.....2  
Anastasia Poli - Gérard Terrien

### JURISPRUDENCE

#### • Actes des collectivités locales

**Peut-on accorder une subvention pour ériger une statue du pape Jean-Paul II surmontée d'une croix ?** .....8  
Conclusions M. Maréchal  
TA Rennes 31 décembre 2009, M. André Le B. et M. Pierrick Le G.

#### • État

**La décoration de la vitrine des magasins obéit-elle au régime d'autorisation relatif à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes ?** .....11  
Conclusions Frédéric Lénica  
CE 28 octobre 2009, Ministre d'État, ministre de l'Écologie c/ Zara France

**Le Premier ministre a-t-il l'obligation de prendre le décret relatif au Fonds national de financement de protection de l'enfance ?** .....15  
Conclusions Anne Courrèges - Observations Xavier Cabannes  
CE 30 décembre 2009, Département de la Seine-Saint-Denis

**Comment apprécier la compatibilité des activités d'une société avec son inscription au tableau de l'ordre des experts-comptables ?** .....24  
Conclusions Mattias Guyomar  
CE 15 janvier 2010, Société Fiducial SA

#### • Compétences des collectivités locales

**Dans quelles conditions une collectivité territoriale peut-elle émettre des vœux ?** .....28  
Conclusions Édouard Geffray  
CE 30 décembre 2009, Département du Gers

#### • Police administrative

**Un maire peut-il priver de façon permanente et définitive un propriétaire de l'usage de son bien en interdisant toute occupation de l'immeuble dans l'attente d'une éventuelle acquisition amiable par la commune ?** .....33  
Conclusions Jean-Philippe Thiellay  
CE 21 octobre 2009, Mme R.

#### • Domaines public et privé des collectivités locales

**La résiliation d'un sous-traité d'exploitation de place peut-elle intervenir sans procédure contradictoire ?** .....37  
Conclusions Frédéric Dieu  
CAA Marseille 5 novembre 2009, Société Islas Mujeres c/ Commune de Mauguio

#### • Fonction publique territoriale

**La décision de non-renouvellement du contrat d'un agent doit-elle être précédée de la communication du dossier ?** ....43  
Conclusions Sébastien Davesne  
CAA Versailles 22 octobre 2009, Commune d'Argenteuil

**L'obligation de prise en charge, en cas de rechute d'un accident de service, incombe-t-elle à la collectivité d'origine si, à la date de la rechute, l'employeur de l'agent a changé ?** .....46  
Conclusions Isabelle Dely  
CAA Paris 23 novembre 2009, Commune de Roissy-en-Brie

**Quelles sont les modalités de réintégration d'un fonctionnaire territorial après un détachement de longue durée ?** .....50  
Conclusions Anne Courrèges  
CE 11 décembre 2009, M. A.

**Dans quelle mesure une classe peut-elle être assimilée à un grade ?** .....54  
Conclusions Rémi Keller  
CE 13 janvier 2010, François Van Cappel de Premont

#### • Élections

**La publication de la photographie du candidat aux côtés du président de la République dans la presse locale constitue-t-elle un argument électoral de nature à rompre l'égalité entre les candidats ?** .....58  
Conclusions Jean-Michel Laso  
TA Nice 20 octobre 2009, Élections cantonales du 12e canton de Nice, Mme Frédérique G. épouse C.

#### • Contentieux des collectivités locales

**Dans quelle mesure la responsabilité d'un département peut-elle être engagée à raison d'un refus d'agrément illégalement opposé à une demande d'adoption ?** .....62  
Conclusions Frédéric Lénica  
CE 28 octobre 2009, M. et Mme F.

**La modification des compétences entre une collectivité et un EPCI est-elle constitutive d'une présomption d'urgence ?** .....67  
Conclusions Édouard Geffray  
CE 30 décembre 2009, Syndicat intercommunal à vocation unique de gestion du centre social inter communal rural

### BRÈVES DE JURISPRUDENCE

#### L'OFFICIEL EN BREF

#### MODÈLES D'ACTES

**Modèle de délibération portant approbation de la révision d'un plan local d'urbanisme** .....

### CHRONIQUE

- La réforme des juridictions financières** .....82  
Claire Bazy-Malaurie

### JURISPRUDENCE

#### • Organes des collectivités locales

- À quelles conditions un conseil municipal peut-il procéder en cours de mandat à une nouvelle élection de ses délégués au conseil d'un EPCI ?** .....86  
Conclusions Luc Derepas  
CE 10 février 2010, M. B. et autres

#### • Actes des collectivités locales

- Une délibération autorisant l'échange entre une commune et un particulier d'un terrain appartenant à ce dernier contre un chemin communal, tout en imposant à l'intéressé une servitude de passage sur sa nouvelle propriété au profit des propriétaires riverains, est-elle un acte immédiatement créateur de droits ?** .....90  
Conclusions Frédéric Dieu  
CAA Marseille 3 décembre 2009, M. François P. c/ Commune de Furiani et Mmes M. et P.

- Peut-on accorder une subvention pour l'organisation des « Ostensions limousines » ?** .....94  
Conclusions Jérôme Charret  
TA Limoges 24 décembre 2009, M. G. et autres

#### • État

- Une autorisation au titre de la police de l'eau encourt-elle l'annulation en cas de lacunes graves du document d'incidence ?** .....99  
Conclusions Thomas Besson  
CAA Lyon 2 février 2010, Association ADEROC et commune de Daix

#### • Compétences des collectivités locales

- Une subvention d'une région à une association pour équiper des écoles au Nicaragua répond-elle à un intérêt local ?** .....104  
Conclusions Chantal Descours-Gatin  
CAA Paris 1er décembre 2009, Région Ile-de-France

#### • Services publics locaux

- Le juge administratif contrôle-t-il les modalités des réductions des tarifs des transports urbains décidées pour des raisons sociales ?** .....111  
Conclusions Évelyne Paix  
CAA Marseille 21 janvier 2010, Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

#### • Fonctions publiques territoriale

- La décision de non-renouvellement du contrat d'un agent doit-elle être précédée de la communication du dossier ?** .118  
Conclusions Sébastien Davesne  
CAA Versailles 22 octobre 2009, Commune d'Argenteuil

#### • Organismes de coopération et de regroupement

- Quand un syndicat substitue la taxe d'enlèvement à la redevance, une communauté de communes membre peut-elle en profiter pour instituer la taxe ?** .....121  
Conclusions Nathalie Escaut  
CE 13 janvier 2010, M. R.

#### • Contentieux des collectivités locales

- Le moyen relatif à l'illégalité d'une décision mettant fin à la concession d'un logement de fonction, tirée de la violation d'une charge grevant un legs accepté par une commune, peut-il constituer une contestation sérieuse de nature à conduire le juge des référés à rejeter la demande d'expulsion de ce logement de fonction ?** ..128  
Conclusions Nathalie Escaut Observations - Flavia Poujade  
CE 8 janvier 2010, Mme A.

- Une association agissant pour le compte d'autrui a-t-elle un intérêt à agir ?** .....134  
Conclusions Jean-Michel Laso  
TA Nice 26 janvier 2010, Association du grand commerce Bocassien

- Un juge des référés peut-il statuer sur le même marché au titre du référé précontractuel puis au titre du référé suspension ?** .....138  
Conclusions Nicolas Boulouis Observations - Paul Cassia  
CE 3 février 2010, Communauté de communes de l'arc Mosellan

- À quelles conditions l'occupation irrégulière du domaine public justifie-t-elle l'urgence à expulser ?** .....145  
Conclusions Nicolas Boulouis  
CE 3 février 2010, Commune de Cannes

### BRÈVES DE JURISPRUDENCE

#### L'OFFICIEL EN BREF

#### MODÈLES D'ACTES

- Convention-type de transfert aux départements du parc de l'équipement**.....

### CHRONIQUE

**Une année après la réforme des procédures juridictionnelles devant les chambres régionales et territoriales des comptes, esquisse d'un premier bilan.** Éric Thévenon ..... 162

### JURISPRUDENCE

#### • État

**De quels éléments faut-il tenir compte pour compenser financièrement la « recentralisation » de l'aide médicale ?** 165  
Conclusions Édouard Geffray  
CE 12 mars 2010, Département de La Réunion

**Le grand contournement ouest de Strasbourg est-il légal ?** .....170  
Conclusions Cyril Roger-Lacan  
CE 17 mars 2010, Association Alsace Nature environnement et autres

#### • Compétences des collectivités locales

**La compétence d'une communauté urbaine en matière de logement social vaut-elle compétence pour l'accueil des gens du voyage ?** .....183  
Conclusions Emmanuel Glaser  
CE 30 décembre 2009, Brest Métropole Océane – BMO anciennement communauté urbaine de Brest

#### • Domaines public et privé des collectivités locales

**Le juge administratif est-il compétent pour se prononcer sur une interdiction de circulation sur un chemin d'exploitation forestière ?** .....188  
Conclusions Alexis Pernot  
TA Besançon 10 novembre 2009, M. et Mme C. c/ Ville de Besançon

**Un conseil municipal peut-il déclasser une école désaffectée depuis 1952 ?** .....194  
Conclusions Laurent Olléon  
CE 27 janvier 2010, Commune de Mazayes-Basses

#### • Fonction publique territoriale

**Peut-on intégrer dans la durée des services effectifs pour une éventuelle transformation d'un contrat en contrat à durée indéterminée la période pendant laquelle l'agent est sous contrat de droit privé ?** .....199  
Conclusions Alain de Pontonx  
CAA Douai 5 novembre 2009, Mme Annette L.

**Une administration peut-elle assigner une astreinte à une personne dont elle n'est pas l'employeur Dans quelles conditions l'exercice d'activités moyennant des avantages en nature caractérise-t-il l'existence d'un contrat de travail ?** .....203  
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher  
CE 17 février 2010, Mme H.

**Un agent public peut-il bénéficier de la protection fonctionnelle contre des faits de harcèlement moral dont il a été victime ?** .....208  
Conclusions Édouard Geffray  
CE 12 mars 2010, Commune de Hoenheim

#### • Finances publiques locales

**Un titre exécutoire émis par un SDIS à l'encontre d'une communauté de communes doit-il comporter, outre la signature de son auteur, la mention, en caractères lisibles, du prénom, du nom et de la qualité de celui-ci, conformément aux exigences posées par l'article 4 de la loi du 12 avril 2000 La délibération d'un SDIS mettant rétroactivement à la charge d'une communauté de communes une contribution complémentaire correspondant à la contribution réclamée à tort à une commune est-elle légal ?** .....213  
Conclusions Alexis Pernot - Observations Laetitia Janicot  
TA Besançon 28 janvier 2010, Communauté de communes Jura Sud c/ SDIS du Jura

#### • Contentieux des collectivités locales

**La victime d'une voie de fait doit-elle justifier d'un préjudice particulier pour obtenir réparation ?** .....222  
Observations Françoise Nési  
Cass. civ. 9 septembre 2009, Pongérard et autres c/ Commune de La Possession

**Un mémoire faisant état d'un protocole d'accord de prévention de l'expulsion produit tardivement justifie-t-il la réouverture de l'instruction ?** .....224  
Conclusions Catherine de Salins  
CE 27 janvier 2010, Ministre de l'Intérieur c/ SA d'HLM Résidences urbaines de France

**Un occupant sans titre peut-il bénéficier de la trêve hivernale Quel délai à compter de la démarche de l'huissier est-il susceptible d'engager la responsabilité de l'État pour non-exécution de l'ordonnance d'expulsion ?** .....229  
Conclusions Catherine de Salins  
CE 27 janvier 2010, OPAC Habitat Marseille Provence

**Le maire peut-il introduire une action en référé devant le juge civil sans autorisation préalable du conseil municipal ?** .....233  
Observations Laetitia Janicot  
Cass. civ. 3 février 2010, Commune de Plougouvelin

### BRÈVES DE JURISPRUDENCE

#### L'OFFICIEL EN BREF

#### MODÈLES D'ACTES

**Modèle de délibération d'un bénéficiaire du FCTVA pour l'application du dispositif du plan de relance pour l'économie relatif au FCTVA en 2010**

### CHRONIQUES

**Les conditions de recours à l'emprunt par les collectivités locales doivent-elles être mieux encadrées ?**.....246

Alain Levionnois

**Les nouvelles recettes des collectivités locales après le remplacement de la taxe professionnelle par la contribution économique territoriale et l'IFER**.....255

Laurent Chatel

### JURISPRUDENCE

#### • Organes des collectivités locales

**Un département peut-il déléguer à sa commission permanente l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles touchant à l'adoption de son budget et de ses comptes ?**.....262

Conclusions Béatrice Bourgeois-Machureau

CE 2 mars 2010, Réseau ferré de France

#### • État

**Sur qui pèse l'obligation de remise en état du site d'une installation classée ?**.....267

Conclusions Mattias Guyomar

CE 29 mars 2010, Communauté de communes de Fécamp

**Quelle est la portée de la condition d'indépendance qui pèse sur les experts en automobile ?**.....271

Conclusions Mattias Guyomar

CE 29 mars 2010, M. A.

#### • Domaines public et privé des collectivités locales

**Le refus de renouveler un bail consenti sur le domaine privé est-il détachable de la gestion de ce domaine, et, de ce fait, de la compétence du juge administratif ?**.....274

Conclusions Laurent Olléon - Observations Julien Martin

CE 28 décembre 2009, SARL Brasserie du Théâtre

#### • Fonction publique territoriale

**Le gouvernement pouvait-il par décret prévoir que la garantie individuelle de pouvoir d'achat soit applicable à la fonction publique territoriale ?**.....286

Conclusions Béatrice Bourgeois-Machureau

CE 2 mars 2010, Région Rhône-Alpes

#### • Finances publiques locales

**La signature de l'avis des sommes à payer par l'ordonnateur est-elle nécessaire ?**.....291

Conclusions Isabelle Dely

CAA Paris 1er février 2010, Commune de Pfafstatt

**La mise à disposition par une commune d'un emplacement à la disposition des personnes désireuses d'exposer leur véhicule dans une enceinte fermée aménagée sur une place publique, moyennant un droit d'entrée, constitue-t-elle une activité assujettie à l'impôt sur les sociétés ?**.....299

Conclusions Jean-Marc Vié

CAA Bordeaux 16 février 2010, Commune de Soumoulou c/ Ministre du Budget

#### • Élections

**Quelles conséquences tirer de l'omission de statuer, en contentieux électoral, sur l'ensemble des griefs de première instance dans le cadre de l'effet dévolutif de l'appel ?**.....308

Conclusions Frédéric Lénica

CE 2 avril 2010, M. F.S

#### • Contentieux des collectivités locales

**Quelles sont les modalités de notification au bénéficiaire d'un permis de construire du recours administratif adressé à l'auteur de celui-ci ?**.....312

Conclusions Mattias Guyomar

CE 22 mars 2010, Mme .

### BRÈVES DE JURISPRUDENCE

### L'OFFICIEL EN BREF

### MODÈLES D'ACTES

**Modèle de convention (pluri-)annuelle d'objectifs avec une association**.....

### CHRONIQUES

**La possibilité d'invoquer la méconnaissance du principe de précaution dans le contentieux de l'urbanisme: l'exemple des antennes relais** .....330  
Samuel Deliancourt - Caroline Lantero

**Le décret n° 2009-1683 du 30 décembre 2009 est-il applicable aux contrats de délégation de service public en cours d'exécution ?** .....335  
Me Marchesini - Me Taillan

### JURISPRUDENCE

#### • Actes des collectivités locales

**La convention de gestion du stade Jean-Bouin constitue-t-elle une délégation de service public ?** .....339  
Conclusions Chantal Descours-Gatin  
CAA Paris 25 mars 2010, Association Paris Jean-Bouin et Ville de Paris c/ Paris-Tennis

#### • État

**Le préfet peut-il légalement qualifier une aire d'accueil des gens du voyage de projet d'intérêt général ?** .....355  
Observations Samuel Deliancourt  
TA Clermont-Ferrand 2 mars 2010, Commune de Saint-Rémy-en-Rollat

**Le juge du référé-liberté peut-il apprécier si une décision d'hospitalisation d'office porte atteinte à la liberté d'aller et venir ?** .....363  
Conclusions Anne Courrèges  
CE 1er avril 2010, M. S.

#### • Compétences des collectivités locales

**Un président de conseil régional peut-il refuser une bourse d'études pour suivre une formation d'aide-soignante à une étudiante touchant une allocation de l'ASSEDIC Un décret peut-il modifier les critères de prise en compte des ressources des étudiants pour l'attribution de bourses d'études régionales en matière sociale et sanitaire ?** .....368  
Conclusions Gaëlle Dumortier - Observations Xavier Cabannes  
CE 22 mars 2010, Région Ile-de-France  
CE 22 mars 2010, Région Midi-Pyrénées

#### • Fonction publique territoriale

**Une suppression d'emploi peut-elle être annulée pour détournement de pouvoir ?** .....377  
Conclusions Sébastien Davesne  
CAA Versailles 29 décembre 2009, Commune de Saint-Germain-en-Laye

**Quels délais de prescription faut-il appliquer en matière de restitutions de rémunérations d'agents publics ?** .....381  
Conclusions Édouard Geffray  
CE 12 mars 2010, Mme V.

#### • Finances publiques locales

**Une commune peut-elle s'opposer à la fiscalisation partielle ou totale de sa contribution à un syndicat intercommunal ?** .....385  
Conclusions Édouard Geffray  
CE 12 mars 2010, Ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales c/ Commune de Vroville

#### • Collectivités à statut particulier

**L'entrée en vigueur d'une compétence normative de la Polynésie française est-elle subordonnée à la compensation des charges correspondant à son exercice ?** .....389  
Conclusions Julien Boucher - Observations Jean-Paul Pastorel  
CE Avis 12 mars 2010, Société Maxima.

#### • Contentieux des collectivités locales

**En cas de réception sans réserve des travaux communaux à l'origine de dommages à un tiers, l'entreprise responsable est-elle fondée à être garantie en totalité par la ville des condamnations prononcées à son encontre ?** .....397  
Conclusions Jean Michel Laso - Observations Julien Martin  
TA Nice 16 février 2010, SA Électricité Réseau Distribution de France

### BRÈVES DE JURISPRUDENCE

#### L'OFFICIEL EN BREF

#### MODÈLES D'ACTES

**Modèle de demande d'autorisation de cumul d'activités à titre accessoire**

### CHRONIQUES

**La nécessaire survie du code des marchés publics des communes de la Polynésie française**.....416  
Alain Moyrand

**Le régime juridique des servitudes d'utilité publique annexées à un plan local d'urbanisme** .....421  
Samuel Deliancourt

### JURISPRUDENCE

#### • Organes des collectivités locales

**Un conseiller municipal dont la délégation est insuffisamment précise ou qui ne peut justifier de l'exercice effectif de ses fonctions peut-il bénéficier d'indemnités ?** .423  
Conclusions Jacques Lepers

CAA Douai 4 février 2010, Commune de Compiègne c/ Mme R. et autres

**Une note explicative de synthèse détaillée doit-elle être adressée aux membres du comité syndical d'un SIVOM avant l'adoption du budget primitif ?** .....428  
Conclusions Timothée Gallaud

TA Melun 18 février 2010, Commune d'Ozoir-la-Ferrière

#### • Actes des collectivités locales

**La commune doit-elle communiquer un régime indemnitaire ?** .....432  
Conclusions Julien Boucher

CE 10 mars 2010, Commune de Sète

#### • État

**L'absence de consultation du service des domaines préalablement à l'enquête publique entache-t-elle la déclaration d'utilité publique d'illégalité ?**.....438  
Conclusions Pierre de Monte

TA Montpellier 9 février 2010, Association des riverains du boulevard nord-est c/ Préfet des Pyrénées-Orientales

**L'article L. 5125-16 du code de la santé publique organise-t-il un recours administratif préalable obligatoire en matière de déclaration d'exploitation d'une officine de pharmacie ?** .....443  
Conclusions Anne Courrèges

CE 16 avril 2010, M. B.

#### • Compétences des collectivités locales

**Un projet portant sur la division en deux d'une parcelle, sur laquelle est implantée une maison d'habitation individuelle, en vue de la vente d'un seul lot destiné à la construction, entre-t-il dans la définition du lotissement énoncée par l'article L. 44 du code de l'urbanisme ?** .....447  
Conclusions Jérôme Charret

TA Limoges 4 février 2010, SCI La Pigeonnie 33

#### • Finances publiques locales

**Les subventions accordées par une région à des organismes de formation professionnelle constituent-elles la rémunération de prestations de services soumises au code des marchés ?** .....451

Conclusions Jérôme Charret

TA Limoges 6 mai 2010, Association pour la formation dans le massif central (Aformac), Fédération de la formation professionnelle (Ffp) Syndicat national des organismes de formation de l'économie sociale (Ofdes), Fédération nationale des unions régionales des organismes de formation (Urof) c/ Région Limousin

#### • Contentieux des collectivités locales

**Le juge administratif peut-il moduler le taux de majoration du prélèvement sur les ressources fiscales appliqué aux communes ne respectant pas l'objectif de construction de logements sociaux, issu de la loi SRU ?** .....460

Conclusions Timothée Gallaud

TA Melun 18 février 2010, Commune de Boissise-le-Roi c/ Préfet de Seine-et-Marne

**Un psychologue commet-il une faute de service en acceptant de transmettre à un avocat des informations relatives à la vie privée d'un usager ?** .....465

Conclusions Alexis Pernot

TA Besançon 25 février 2010, M. C. c/ CHU de Besançon

**Une irrecevabilité opposée en première instance peut-elle être régularisée en appel ?** .....473

Conclusions Pierre Collin

CE 5 mai 2010, Comité de sauvegarde pour le domaine de la Coudoulière et M. Le Port

**La procédure de consultation des électeurs en cas de fusion de communes est-elle conforme à la Constitution Le principe de libre administration des collectivités territoriales peut-il être invoqué dans le cadre d'une question prioritaire de constitutionnalité ?** .....477

Conclusions Édouard Geffray

CE 18 mai 2010, Commune de Dunkerque

### BRÈVES DE JURISPRUDENCE

#### L'OFFICIEL EN BREF

#### MODÈLES D'ACTES

**Modèle de convocation d'un fonctionnaire territorial devant le conseil de discipline**.....

### CHRONIQUE

**Les zones de développement de l'éolien** .....492  
Samuel Deliancourt

### JURISPRUDENCE

#### • Organes des collectivités locales

**L'article L. 33-7 du code des postes et des télécommunications électroniques méconnaît-il le principe constitutionnel d'égalité ?** .....499  
Conclusions Frédéric Lénica  
CE 8 juin 2010, Fédération française des télécommunications et des communications électroniques

#### • État

**Une cession amiable après déclaration d'utilité publique ouvre-t-elle un droit à rétrocession pour l'ancien propriétaire ?** ..... 503  
Observations Samuel Deliancourt  
CAA Lyon 27 avril 2010, Cuissinat et autres

**Quels sont les critères permettant d'apprécier la légalité d'une autorisation d'aménagement commercial depuis l'intervention de la loi de modernisation de l'économie ?**...509  
Conclusions Rémi Keller  
CE 26 mai 2010, Société Montludis

**Une installation classée peut-elle prétendre au bénéfice de l'antériorité postérieurement à son déménagement ?** ....513  
Conclusions Mattias Guyomar  
CE 14 juin 2010, Ministre d'État, ministre de l'Écologie, du développement et de l'aménagement durable c/ SARL Ennemond Preynat

**La construction d'éoliennes constitue-t-elle une opération d'urbanisation ?** .....518  
Conclusions Cyril Roger-Lacan  
CE 16 juin 2010, M. L.

**Une déclaration d'utilité publique est-elle illégale en raison des atteintes excessives au droit de propriété et du fractionnement irrégulier de l'opération ?** .....525  
Conclusions Xavier Haïli  
TA Marseille 28 juin 2010, Mme Jacqueline E. et autres c/ Préfet des Hautes-Alpes et Commune d'Orcières

#### • Fonction publique territoriale

**Dans quelles conditions peut-on refuser de titulariser un agent handicapé recruté sur le fondement de l'article 38 de la loi du 26 janvier 1984 ?** .....530  
Conclusions Édouard Geffray  
CE 26 mai 2010, Mme B.

#### • Collectivités à statut particulier

**Le Sénat coutumier de Nouvelle-Calédonie peut-il refuser d'entériner la désignation d'un petit chef ?** .....536  
Conclusions Isabelle Dely  
CAA Paris 7 juin 2010, Conseil coutumier de l'aire Djubéa-Kaponé et M. Hilaire Maou K.

#### • Contentieux des collectivités locales

**L'article 103 de la loi de finances rectificative du 30 décembre 2008 est-il contraire à l'article 11 de la charte européenne de l'autonomie locale ?** .....540  
Conclusions Martine Kermorgant  
CAA Versailles 1er avril 2010, Commune de Clamart c/ Ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales

**Le juge peut-il refuser de statuer sur une demande d'indemnisation d'un sinistre minier au prétexte que l'arrêté préfectoral le constatant n'est pas intervenu au moment de la demande ?** .....546  
Conclusions Cyril Roger-Lacan  
CE 16 avril 2010, M. P.

**La responsabilité d'une commune est-elle engagée pour défaut de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif ?** .....551  
Conclusions Jean Michel Laso  
TA Nice 18 mai 2010, Société « Lou Beou Cantoun »

**Une commune peut-elle mettre en cause la responsabilité de l'État en cas de notification d'un montant prévisible des bases nettes d'impôts locaux erroné ?** .....555  
Conclusions Stéphane Dhers  
CAA Versailles 17 juin 2010, Commune de Clamart c/ Ministre du Budget

### BRÈVES DE JURISPRUDENCE

#### L'OFFICIEL EN BREF

#### MODÈLES D'ACTES

**Modèle de délibération portant acquisition immobilière par voie de préemption** .....

### CHRONIQUES

- La réforme du droit environnemental de l'affichage (1re partie).** Jean-Philippe Strebler.....572
- La Société publique locale** Marie-Yvonne Benjamin .....580

### JURISPRUDENCE

#### • Organes des collectivités locales

- De quelle marge dispose l'Assemblée de Corse pour définir elle-même les règles de prépondérance en cas de partage des voix ?**.....584
- Conclusions Édouard Geffray  
CE 26 mai 2010, Collectivité territoriale de Corse

#### • État

- La convention de mise à disposition des services de l'équipement à un département doit-elle être interprétée comme ayant forfaitisé l'indemnisation à verser à l'État au titre des surcoûts immobiliers liés à la mise en place du service « État / communes » ?**.....588
- Conclusions Jacques Lepers  
CAA Douai 1er juillet 2010, Département du Nord c/ Ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales

#### • Compétences des collectivités locales

- Les dispositions du code de l'expropriation et du code de l'urbanisme qui prévoient la mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec une opération déclarée d'utilité publique méconnaissent-elles le principe de la libre administration des collectivités territoriales ?**.....594
- Conclusions Mattias Guyomar  
CE 15 septembre 2010, M. T.

#### • Police administrative

- Les maires sont-ils compétents en matière de police de la tranquillité sur les routes à grande circulation dans les départements de la petite couronne ?**.....598
- Conclusions Isabelle Dely  
CAA Paris 10 mai 2010, Commune d'Alfortville

- Un maire peut-il prescrire que les établissements de vente à emporter et les épiceries de nuit doivent fermer à 23 heures – du 1er mai au 1er octobre – et à 22 heures – le reste de l'année ?**.....601
- Conclusions Jean Michel Laso  
TA Nice 6 juillet 2010, Sarl Anteo, Sarl Avrova et autres, Fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD) et Syndicat national de l'épicerie, commerce de vins et boissons à emporter et fruitiers de luxe (SEVF), Sarl Les Pyramides

#### • Fonction publique territoriale

- La décharge de 10 % de la contribution due au CNFPT par les collectivités pour la prise en charge de fonctionnaires déchargés de fonction est-elle possible passé un délai de deux ans ?**.....606
- Conclusions Nicolas Boulouis  
CE 23 juillet 2010, CNFPT

#### • Finances publiques locales

- Les jugements provisoires rendus par les juridictions financières doivent-ils être rendus en audience publique ?**.....609
- Conclusions Mattias Guyomar  
CE 23 juillet 2010, Mme Richard D. et M. H.

#### • Contentieux des collectivités locales

- La validation par le législateur du transfert aux maires de certaines tâches pour la délivrance des passeports et cartes nationales d'identité est-elle conforme à la Constitution ?**.....613
- Conclusions Édouard Geffray  
CE 25 juin 2010, Commune de Besançon

- Quelle est la juridiction compétente pour connaître des litiges portant sur la rémunération d'agents publics lorsqu'ils sont employés par une collectivité agissant comme un entrepreneur de spectacles vivants ?**.....617
- Conclusions Édouard Geffray  
CE 26 mai 2010, M. et Mme B.

- La décision octroyant le concours de la force publique pour l'exécution d'un jugement du juge judiciaire ordonnant l'expulsion d'occupants sans titre est-elle susceptible d'un contrôle de l'erreur manifeste d'appréciation ?**.....625
- Conclusions Jean-Philippe Thiellay  
CE 30 juin 2010, Ministre de l'Intérieur

- Peut-on présenter un référé suspension devant une cour d'appel qui n'est saisie que de la contestation du désistement prononcé en première instance dans le cadre de l'instance au fond ?**.....629
- Conclusions Mattias Guyomar  
CE 16 juillet 2010, Ville de Paris

- En l'absence de stipulation expresse précisant l'organe compétent pour agir ou représenter une association en justice, le pouvoir d'agir en justice est-il donné à l'organe désigné à l'effet d'administrer l'association ?**.....632
- Conclusions Bertrand Dacosta  
CE 19 juillet 2010, Commune de la Chapelle-Saint-Luc

### BRÈVES DE JURISPRUDENCE

#### L'OFFICIEL EN BREF

#### MODÈLES D'ACTES

- Lettre de saisine de la commission administrative paritaire en cas de détachement dans la Fonction publique territoriale**.....

### CHRONIQUES

**La réforme du droit environnemental de l'affichage (2de partie).....650**

Jean-Philippe Strebler

**Les aides publiques au lancement de nouvelles lignes aériennes au service du développement des aéroports régionaux : un nouvel élan ?.....664**

Patrick Thieffry

### JURISPRUDENCE

#### • Actes des collectivités locales

**Peut-on accorder des subventions à des congrégations religieuses pour l'amélioration du chauffage de leurs bâtiments sans violer la loi de 1905 ?.....667**

Conclusions Cathy Schmerber

CAA Lyon 3 septembre 2010, Communauté des Bénédictins de l'abbaye Saint Joseph de Clairval – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

#### • Compétences des collectivités locales

**À quelles conditions une société d'économie mixte peut-elle prendre en charge une activité économique ?.....674**

Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

CE 5 juillet 2010, Syndicat national des agences de voyage

**Les subventions aux services de transport en commun de voyageurs exploités par des entreprises privées ou en régie allouées par la région Ile-de-France sont-elles conformes au droit communautaire ?.....683**

Conclusions Chantal Descours-Gatin Observations - Anémone Cartier Bresson

CAA Paris 12 juillet 2010, Région Ile-de-France c/ Syndicat autonome des transporteurs de voyageurs

#### • Finances publiques locales

**L'exproprié peut-il demander au préfet de mandater l'indemnité d'expropriation qu'une commune a été condamnée à verser ?.....695**

Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

CE 5 juillet 2010, Commune d'Angerville

#### • Organisme de coopération et de regroupement

**Une communauté d'agglomération peut-elle financer un festival de jazz organisé par les communes membres ?.....700**

Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

CE 5 juillet 2010, Communauté d'agglomération de Saint-Étienne

Métropole

#### • Contentieux des collectivités locales

**La délibération par laquelle le conseil d'administration d'un SDIS prévoit une catégorie de dépenses à la charge des communes est-elle réglementaire ?.....706**

Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

CE 5 juillet 2010, Commune de Béziers

**Une union syndicale justifie-t-elle d'un intérêt pour agir contre un arrêté fixant les conditions de rémunération d'un directeur d'un centre d'action sociale ? Comment apprécier une « nomination pour ordre » ?.....712**

Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

CE 5 juillet 2010, Centre communal d'action sociale de Loos

**Une union syndicale justifie-t-elle d'un intérêt pour agir contre un arrêté fixant les conditions de rémunération d'un directeur d'un centre d'action sociale ? Comment apprécier une « nomination pour ordre » ?.....712**

Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher

CE 5 juillet 2010, Commune de Saint-Pol-sur-Ternoise

### BRÈVES DE JURISPRUDENCE

#### L'OFFICIEL EN BREF

#### MODÈLES D'ACTES

**Modèle de délibération déléguant à l'exécutif la décision de recourir à l'emprunt.....**

### CHRONIQUES

- Réforme de la taxe professionnelle, suite et fin ( ) En guise de clauses de revoyure, des ajustements en loi de finances** .....734  
Romuald Goujon - Gaëtan Huet
- Les conditions d'octroi et de retrait d'une décision attribuant une subvention** .....738  
Samuel Deliancourt - Caroline Lantero

### JURISPRUDENCE

#### • Organes des collectivités locales

- La prescription quinquennale s'applique-t-elle à l'action en paiement d'une collectivité territoriale contre un élu de cette collectivité aux fins de remboursement d'avantages indûment perçus au titre de ses fonctions ?** .....742  
Conclusions Édouard Geffray  
CE 20 octobre 2010, M. M.

#### • Actes des collectivités locales

- Le maintien du portrait du maréchal Pétain dans la salle d'un conseil municipal est-il légal ?** .....746  
Conclusions Nathalie Tiger  
TA Caen 26 octobre 2010, Préfet du Calvados c/ Commune de Gonneville-sur-Mer

#### • État

- En cas de déclaration d'utilité publique d'une expropriation, le sous-préfet doit-il impérativement joindre son avis au dossier d'enquête transmis au préfet ?** .....752  
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher  
CE 2 juin 2010, Ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales  
CE 2 juin 2010, Commune de Noisy-le-Grand

- Quelles sont les modalités de recensement de la population des communes Faut-il tenir compte des résultats des recensements intermédiaires pour l'établissement des recensements périodiques Comment tenir compte de la population d'une base militaire à cheval sur plusieurs communes ?** .....757  
Conclusions Emmanuelle Cortot-Boucher  
CE 5 juillet 2010, Commune de Poussan  
CE 5 juillet 2010, Commune de Saint-Servais

- L'article L. 410-1 du code de l'urbanisme pose-t-il une question sérieuse de constitutionnalité ?** .....765  
Conclusions Pierre Collin  
CE 7 octobre 2010, Mme B.

- Une déclaration d'utilité publique est-elle illégale en raison de l'absence de réels motifs d'utilité publique ?** .....769  
Conclusions Philippe Grimaud  
TA Marseille 2 novembre 2010, MM. Bertrand, B., M. et Mme E. H., M. A. H., M. M. D.

#### • Compétences des collectivités locales

- La mesure d'accompagnement social personnalisé doit-elle faire l'objet d'une compensation financière en application de l'article 72-2 de la Constitution ?** .....775  
Observations Xavier Cabannes  
Conseil constitutionnel 18 octobre 2010, Département du Val-de-Marne

#### • Police administrative

- Un maire peut-il refuser de supprimer les sonneries civiles de la cloche de l'église communale ?** .....779  
Conclusions Timothée Gallaud  
TA Melun 1er juillet 2010, Mme Nicole S., M. Frédéric P. c/ Commune de Boissettes

#### • Fonction publique territoriale

- Le contrat d'un collaborateur du service public doit-il expressément prévoir qu'il peut y être mis fin ?** .....783  
Conclusions Mattias Guyomar  
CE 22 octobre 2010, Mme P.

#### • Organismes de coopération et de regroupement

- Lorsque le périmètre d'une communauté urbaine est étendu, peut-on procéder à l'élection de délégués supplémentaires sans qu'il soit besoin de procéder à une nouvelle élection de l'ensemble des délégués de la commune ?** .....787  
Conclusions Jean Michel Laso  
TA Nice 17 août 2010, Élections au conseil de la communauté urbaine Nice-Côte-d'Azur – Mme C. et autres – M. C.

#### • Contentieux des collectivités locales

- Dans quelle mesure un enfant majeur peut-il régulariser une requête formée par ses parents en son nom ?** .....792  
Conclusions Rémi Keller  
CE 23 juillet 2010, M. et Mme D. – M. D.

- À quelles conditions une interdiction municipale de circulation des poids lourds peut-elle engager la responsabilité de la commune ?** .....796  
Conclusions Catherine de Salins  
CE 4 octobre 2010, Commune de Saint-Sylvain-d'Anjou

### BRÈVES DE JURISPRUDENCE

#### L'OFFICIEL EN BREF

#### MODÈLES D'ACTES

- Modèle d'arrêté octroyant une permission de stationnement sur le domaine public communal** .....

### CHRONIQUES

**La réforme des taxes sur l'électricité et les collectivités territoriales** .....814

Matthieu Houser

**Section de commune et distribution des revenus en espèces excédentaires à ses ayants droit**.....819

Samuel Deliancourt

### JURISPRUDENCE

#### • État

**Une commune de moins de 5000 habitants peut-elle être inscrite au schéma départemental des aires d'accueil des gens du voyage sans avoir été préalablement consultée ?** .....825

Conclusions Jean Michel Laso

TA Nice 28 septembre 2010, M. Stanislas K. et autres

**Comment faut-il appliquer les critères permettant d'apprécier la légalité d'une autorisation d'aménagement commercial depuis l'intervention de la loi de modernisation de l'économie ?**.....828

Conclusions Rémi Keller

CE 4 octobre 2010, Syndicat commercial et artisanal de l'agglomération senonaise

CE 4 octobre 2010, Sens Distribution

**L'autorité de chose jugée qui est attachée à la condamnation pénale réprimant une infraction au code de l'urbanisme s'impose-t-elle au juge administratif saisi d'un recours dirigé contre un arrêté interruptif de travaux ?**.....836

Conclusions Mattias Guyomar

CE 26 novembre 2010, MEEDAT

**L'absence de consultation du ministre de l'Intérieur préalablement à la création d'une réserve naturelle nationale constitue-t-elle une irrégularité substantielle ?**.....840

Conclusions Mattias Guyomar

CE 26 novembre 2010, Société Groupe Pizzorno environnement et autres

#### • Compétences des collectivités locales

**Le service ferroviaire délégué par une région à la SNCF peut-il emporter la faculté d'organiser un service complémentaire routier ?**.....849

Conclusions Nicolas Boulouis

CE 29 septembre 2010, Société Les Courriers automobiles picards

#### • Domaines public et privé des collectivités locales

**Quelle est l'étendue de l'obligation d'entretien d'un chemin vicinal ?**.....853

Conclusions Jean-Michel Laso

TA Nice 16 novembre 2010, M. et Mme Bernard D.

#### • Fonction publique territoriale

**Quels sont les droits de l'agent contractuel de droit public dont le contrat de recrutement a été suspendu par le juge des référés ?** .....856

Conclusions Nathalie Escaut

CE 13 octobre 2010, M. G.

#### • Élections

**Le caractère définitif de la démission d'un maire est-il subordonné au fait que l'intéressé prenne personnellement connaissance de son acceptation par le préfet ?**.....862

Conclusions Maud Vialettes

CE 17 novembre 2010, Ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales

#### • Contentieux des collectivités locales

**Un contribuable doit-il faire appel avant d'avoir obtenu une nouvelle autorisation de plaider ?** .....870

Conclusions Maud Vialettes

CE 24 septembre 2010, M. A.

**Un contribuable doit-il faire appel avant d'avoir obtenu une nouvelle autorisation de plaider ?** .....870

Conclusions Maud Vialettes

CE 24 septembre 2010, Mme Claire B.

**Le juge administratif est-il compétent pour statuer sur des conclusions tendant à l'indemnisation du préjudice résultant de la cession gratuite d'une parcelle ?** .....878

Conclusions Thomas Besson

CAA Lyon 26 octobre 2010, M. Denis S.

### BRÈVES DE JURISPRUDENCE

#### L'OFFICIEL EN BREF

#### MODÈLES D'ACTES

**Modèle de lettre de mise en demeure du maire à l'exploitant avant fermeture de son ERP** .....